

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
BIDEN DEMANDE À LA RUSSIE DE LIBÉRER «IMMÉDIATEMENT»

SA BASKETTEUSE

Le président des États-Unis, Joe Biden, a exigé jeudi que la Russie libère «immédiatement» la basketteuse américaine Brittney Griner, condamnée hier par la justice russe à neuf ans de prison.

«C'est inacceptable, et j'appelle la Russie à la libérer immédiatement afin qu'elle puisse être avec sa femme, ses proches, ses amis et ses coéquipiers», a déclaré le président.

PEROU : PEDRO CASTILLO A NIE AVOIR FAIT OBSTRUCTION À LA JUSTICE

«Je nie toute tentative d'obstruction à la justice ; au contraire, je me réaffirme en collaborant toujours aux enquêtes qui s'imposent», a écrit Castillo sur son compte Twitter. Aux premières heures de ce jeudi, le président s'est rendu au siège du parquet, où il a déclaré ne faire partie «d'aucun réseau criminel», comme il l'a ensuite précisé à la presse.

Burkina Faso : encore une attaque meurtrière

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
 Libreville/Gabon

LA région du Centre-Nord a été au centre d'une nouvelle attaque terroriste. Des hommes armés «ont attaqué le détachement militaire de la commune rurale de Bourzanga», puis «des positions des VDP (Volontaires pour la défense de la patrie, supplétifs) dans les localités d'Alga et Boulounga situées dans la même commune». Bilan, total, neuf VDP et trois soldats tués, selon une source sécuritaire. Ces attaques et le bilan ont été confirmés par un responsable des VDP.

«Trois soldats sont tombés à Bourzanga et neuf volontaires à Alga», a précisé la même source, évoquant également «quelques blessés parmi les forces de défense et de sécurité et les Volontaires». Un responsable local des VDP a lui indiqué que six d'entre eux étaient «tombés à Alga et trois à Boulounga», ajoutant que «plusieurs assaillants ont été également abattus».

«Lors de leurs ripostes contre ces attaques coordonnées, les forces armées et les Volontaires ont neutralisé une trentaine de terroristes», a affirmé une seconde source sécuritaire en confirmant les différentes attaques.

Le Burkina Faso, où des militaires ont pris le pouvoir en janvier en promettant de faire de la lutte anti-djihadiste leur priorité, est confronté comme plusieurs pays voisins à la violence de mouvements armés djihadistes affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, qui y ont fait depuis 2015 des milliers de morts et quelque deux millions de déplacés.

Plus de 40% du territoire du Burkina Faso est hors du contrôle de l'État, selon des chiffres officiels. Fin janvier, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré, accusé d'avoir été incapable d'enrayer la violence djihadiste.

Mais la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée et les attaques attribuées aux groupes djih-



Les forces de Gendarmerie en patrouille

distes se sont même multipliées ces derniers mois, visant indifféremment civils et militaires. Début juillet, 34 civils ont été tués lors de deux attaques distinctes dans le nord et le nord-ouest. Mi-juin, ce sont 86 civils qui avaient été massacrés par des

djihadistes à Seytenga (nord), l'une des pires tueries de l'histoire du pays. Cette attaque avait poussé les autorités à créer deux «zones d'intérêt militaire», où «toute présence humaine est interdite» et où l'armée mène des opérations contre les djihadistes,

dans le nord et l'est, les régions les plus ciblées par les attaques. L'armée a reconnu mercredi la mort de civils lors de frappes aériennes contre des «groupes terroristes» dans l'est du Burkina Faso, sans en préciser le nombre, des habitants de la région parlant

Une mesure forte



J.O
 Libreville/Gabon

Les opérations antijihadistes dans les «zones d'intérêt militaire», ces parcs forestiers protégés situés dans les régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso, vont bientôt débuter. Des populations s'y étaient installées de manière illégale, occasion saisie par les groupes armés terroristes pour

s'y réfugier, selon les responsables des forces armées burkinabè. Ces opérations auront pour but d'assainir ces sites à partir desquels les groupes armés mènent les attaques sur le territoire national.

Le commandant des opérations dans le cadre de la lutte antijihadiste prévient que toute personne qui se trouverait désormais dans ces zones d'intérêt militaire sera considéré comme un ennemi. Les

populations qui occupaient encore les aires forestières protégées des régions du Sahel et de l'Est avaient deux semaines pour partir. L'ultimatum est désormais expiré. Ceux qui y résidaient ont été reçus dans des camps et pris en charge, explique le ministre de l'Action humanitaire. Selon le commandant des opérations du théâtre national, des messages en langues locales ont été diffusés dans les zones concernées pour expliquer aux populations les implications de ces mesures ainsi que les différentes conduites à tenir.

En outre, depuis plusieurs semaines, les gouverneurs des régions concernées ont interdit la circulation des motos de grosses cylindrées et des tricycles. Dans ces notes d'interdiction, les gouverneurs préviennent que «tout contrevenant à ces mesures s'expose aux risques liés aux opérations militaires».

Photo : DR

Photo : DR